

Zeitschrift: Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie = Économie et sociologie rurales [2014-ff.]
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie
Band: - (2017)

Artikel: "Il faut concilier l'écologie et le marché"
Autor: Barjolle, Dominique / Bravin, Esther
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-966722>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Il faut concilier l'écologie et le marché»

Dominique Barjolle est dédiée à la recherche agroéconomique et connaît très bien le travail au sein de l'administration et les enjeux de la vulgarisation. Non seulement elle travaille sur des projets de recherche internationales mais elle est aussi engagée sur les deux côtés de la Sarine.

SGA: Quelle impression avez-vous eu de la recherche agro-économique lors de votre arrivée en Suisse en 1992?

Dominique Barjolle: A l'époque, à l'Institut d'économie agraire à l'ETH, Peter Rieder et Bernard Lehmann étaient les deux professeurs. Quasiment exclusivement, les chercheurs actifs en Suisse avaient suivi les cours ou soutenu leur thèse à l'ETH. De ce fait, il y avait une unité culturelle importante et une proximité avec les réalités agricoles et les mentalités des familles paysannes. De plus, Peter Rieder et Bernard Lehmann avaient des visions d'avenir communes pour l'agriculture et la politique agricole: libéraliser les marchés et compenser avec les paiements directs. D'ailleurs l'année où j'ai débuté, en 1992, c'était l'année du séminaire de l'association européenne des économistes ruraux (EAAE) sur les paiements directs à Château-d'Oex! Dans cette vision d'une montée en puissance des paiements directs, il y avait un nouveau départ pour l'agriculture, qui s'est concrétisé par le nouvel article dans la Constitution le 9 juin 1996. Grâce aux Prof. Lehmann et Rieder, la Suisse joue dans ce contexte le rôle de leader.

Et aujourd'hui?

Le peuple suisse vient de voter à une très grande majorité le nouvel article constitutionnel. On se trouve de nouveau à un tournant. Je ressens le besoin d'une stabilisation. Le monde de la recherche, et pas seulement la recherche agraire, s'est totalement internationalisé. Du coup, c'est pour l'instant au détriment du lien avec le terrain. Or, la recherche gagne à être en phase avec les questions qui se posent la base, celle des agriculteurs.

Notre culture scientifique est passée d'une orientation par les demandes des paysans à la domination par la publication dans des revues scientifiques avec facteur d'impact. Je suis d'avis qu'il serait bon de réconcilier la communauté scientifique avec la demande sociétale. Par exemple, la recherche dans la sociologie et le développement rural a trop diminué, et je le ressens profondément, même si j'ai lu avec plaisir les résultats d'une recherche récente d'Agroscope sur le burnout des agriculteurs.

Où avez-vous généré un impact majeur?

Sans hésiter, avec mes travaux sur la mise en place des labels et signes de qualité, et plus particulièrement les Appellations d'origine contrôlée (maintenant AOP). Dans les années 90, j'étais à l'ETH avec Pauline Mesplou, Claire Bussy, Stéphane Boisseaux, Jean-Marc Chappuis et Martine Jaques Dufour, Marguerite Paus, Sophie Révillon et beaucoup d'étudiants qui ont fait leurs travaux de Master sur le sujet. Les AOP ont gagné beaucoup de terrain. Maintenant, si on regarde la progression de ces produits, par exemple la différence entre le prix du lait d'industrie et celui des AOP, multiplié par les années, ça fait beaucoup d'impacts économiques sur le revenu des paysans.

Aujourd'hui, ce qui m'intéresse, c'est de concilier durablement l'écologie et le marché. A très long terme, je ne crois pas que les paiements directs puissent constituer une stratégie exclusive. Il faut aussi des produits de niche, comme par exemple les AOP, les IGP ou le Bio. Produire moins mais mieux, et répondre à la demande des consommateurs. Mon expérience au FIBL m'a convaincue que le Bio est le mode de production qui fait du sens, dont le potentiel de croissance est synonyme de cohérence avec les consommateurs et au sein du monde agricole.

L'innovation c'est une constante dans votre travail. Pourquoi?

Je crois que la recherche doit être active et engagée dans l'innovation. Mais pour que cette innovation soit connectée aux besoins du monde économique, je ne crois pas que l'on puisse engager les moyens de la recherche agronomique uniquement sur des programmes pluriannuels de

recherche, programmés à l'avance. Il est vital de conserver une flexibilité suffisante. Il y a des problèmes qui se posent d'une année à l'autre: par exemple la mouche *Drosophila Suzukii* dans les cultures spéciales. La recherche agronomique doit répondre d'une année sur l'autre à ces crises sanitaires, et en même temps le long terme est nécessaire. A l'ETH, il n'y a pas vraiment de « programmation » et les activités se décident très vite et en réponse à l'actualité, même pour des projets de recherche du fond national ou des programmes européens sur 3-4 voire 5-6 ans. La logique est celle de la réactivité combinée à l'anticipation.

Quel type de recherche aimeriez-vous voir dans la recherche agro-économique?

Deux enjeux majeurs me préoccupent: le changement climatique avec son cortège de nouvelles maladies, et la globalisation des marchés, avec un effet d'insécurité économique liée à la volatilité des prix. Répondre à ces enjeux avec une capacité d'adaptation renforcée est vital. Raison pour laquelle je suis d'avis qu'il faudrait mettre plus de moyens dans la recherche agronomique: pour que l'agriculture puisse innover et surmonter ces deux menaces. Il y a un grand besoin de recherche participative, avec des impacts concrets. Aujourd'hui, il manque une « agitation » au niveau local et du coup, il ne se fait pas un vrai rapprochement entre les chercheurs et les questions concrètes qui se posent les paysans et les filières locales.

Le travail au sein de l'administration cantonale ne vous empêche pas d'être active dans la recherche. Comment faites-vous?

Pendant mon activité chez AGRIDEA, j'étais engagée dans la recherche au niveau européen en tant que coordinateur d'un projet du FP7. Ensuite, je me suis consacrée à la recherche entre 2011 et 2015, et j'ai obtenu une habilitation de direction de PhD. Cette période a été très active avec 4 projets européens, 6 doctorants, des expertises pour les AOC pour les Nations-Unies et de nombreuses publications.

Surtout, je ne vois pas la recherche s'opposer à l'administration. Mon point de vue est celui d'être proche de la réalité sur les exploitations agricoles, et de voir ce que je peux amener dans ce contexte. Je vois la continuité entre la recherche et pratique, et ma recherche n'est pas dédiée uniquement à des revues scientifiques. La recherche m'aide en fin de compte à produire des méthodes et des outils pour le contexte local.

Vous travaillez en Suisse alémanique et en Suisse romande. Quelles différences y a-t-il?

Bonne question. Peut-être les réseaux en Suisse romande sont-ils plus comme «en famille», on est plus agile et flexible et il y a moins besoin de franchir des étapes à plusieurs niveaux. La recherche en Suisse romande est toujours un peu difficile à faire passer en Suisse alémanique. Ce qui est le plus important, ce sont les personnes qui font le lien entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Chez AGRIDEA, nous avons imposé le bilinguisme pour les nouveaux collaborateurs. Je ne vois aucun avenir pour la recherche agronomique qui ne parle qu'en anglais. Je ressens le besoin de communiquer avec l'agriculteur directement dans sa langue: en allemand, français ou italien.

La succession de Bernard Lehmann à l'OFAG sera bientôt d'actualité: quelle caractéristique devrait avoir la nouvelle personne?

J'aimerais vraiment que la nouvelle personne connaisse les paysans, qu'elle soit vraiment capable d'interagir avec eux. En quelque sorte une personne qui a une sensibilité paysanne. De toutes façons, ça ne va pas être facile de remplacer Bernard Lehmann à l'OFAG, comme n'a pas été facile de le remplacer à l'ETH!

La première mission de l'OFAG dans le département fédéral de l'économie, c'est pour moi quand même et avant tout de porter la voix des paysans au plan politique et national. L'OFAG doit jouer un rôle de faire émerger le consensus entre la population et les paysans, mais aussi au sein même du monde paysan, qui est traversé de profondes dissensions.



Dominique Barjolle

Quand vous allez en France, quels produits Suisse emmenez-vous comme cadeaux?

C'est toujours mon mari qui s'occupe de l'achat des cadeaux et malheureusement, si je suis seule, j'arrive trop souvent les mains vides! On emmène toujours du Gruyère ou de l'Etivaz AOP, du vin Bio du canton de Vaud et du Chocolat Bio et Fair trade. Le chocolat, ça relie la Suisse au reste du monde, j'aime cette image d'ouverture.

Interview réalisé par Esther Bravin

Esther Bravin

Agroscope

8820 Wädenswil

E-Mail: esther.bravin@agroscope.admin.ch

